



Leader en exploration pétrolière au Québec



États financiers consolidés

31 décembre 2014

# RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de

## **Pétrolia inc.**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de **Pétrolia inc.** [la «Société»], qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, les états consolidés du résultat et du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les états consolidés des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### **Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### **Responsabilité des auditeurs**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### **Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de **Pétrolia inc.** au 31 décembre 2014 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 conformément aux Normes internationales d'information financière.

### **Observations**

Sans assortir notre opinion d'une réserve, nous attirons l'attention sur la note 1 des états financiers consolidés qui indique que la Société est au stade d'exploration et qu'elle ne génère pas de revenus de sa principale activité. Cette situation, conjuguée aux autres questions exposées dans la note 1, indique l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation.

### **Autre point**

Les états financiers de Pétrolia inc. pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 et l'état de la situation financière au 1<sup>er</sup> janvier 2013 ont été audités par d'autres auditeurs qui ont exprimé sur ces états une opinion non modifiée le 13 mars 2014.

*Ernst & Young* S.N.L./S.E.N.C.R.L.<sup>1</sup>

Québec, Canada  
Le 26 mars 2015

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A109180



## ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

[en dollars canadiens]

Aux 31 décembre

	2014	2013
	\$	\$
<b>ACTIF</b>		
<b>Courant</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie [note 5]	4 871 507	4 082 904
Trésorerie et équivalents de trésorerie détenus à des fins d'exploration [note 5]	368 004	904 737
Débiteurs [note 6]	1 074 645	4 633 279
Frais payés d'avance	176 397	105 287
Stocks	857 579	—
Placements [note 8]	—	930 000
<b>Total de l'actif courant</b>	<b>7 348 132</b>	<b>10 656 207</b>
<b>Non courant</b>		
Participation dans une entreprise associée [note 7]	36 564 660	—
Immobilisations corporelles [note 9]	520 829	735 918
Actifs d'exploration et d'évaluation [note 10]	39 749 764	41 687 247
<b>Total de l'actif non courant</b>	<b>76 835 253</b>	<b>42 423 165</b>
	<b>84 183 385</b>	<b>53 079 372</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Courant</b>		
Fournisseurs et autres créditeurs [note 11]	5 280 847	1 735 527
Tranche courante des incitatifs à la location reportée	27 400	27 400
Tranche courante de la dette bancaire [note 12]	6 448	2 886 528
Passif relié aux actions accréditives	64 942	212 416
<b>Total du passif courant</b>	<b>5 379 637</b>	<b>4 861 871</b>
<b>Non courant</b>		
Incitatifs à la location reportée	11 418	38 818
Dette bancaire [note 12]	26 851	—
Provision pour restauration de sites [note 13]	816 220	718 180
Passif d'impôt différé [note 14]	7 848 210	357 762
<b>Total du passif non courant</b>	<b>8 702 699</b>	<b>1 114 760</b>
<b>Total du passif</b>	<b>14 082 336</b>	<b>5 976 631</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Capital social [note 15]	59 307 265	54 546 758
Surplus d'apport	5 480 501	4 824 472
Résultats non distribués (déficit)	5 313 283	(12 268 489)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>70 101 049</b>	<b>47 102 741</b>
	<b>84 183 385</b>	<b>53 079 372</b>

Continuité de l'exploitation [note 1]

Contrat de location, engagements et éventualités [notes 16, 22 et 23]

Événements postérieurs à la date de clôture [note 25]

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

Au nom du conseil d'administration

Au nom du conseil d'administration

(signé) Myrom Tétreault

(signé) Charles Boulanger



## ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ET DU RÉSULTAT GLOBAL

[en dollars canadiens]

Exercices terminés les 31 décembre

	<b>2014</b> [12 mois] \$	<b>2013</b> [15 mois] \$
<b>Produits</b>		
Gérance de projets	313 983	67 374
Autres revenus	52 226	15 048
Gain sur aliénation de certains permis [note 7]	28 059 532	—
	<b>28 425 741</b>	82 422
<b>Charges</b>		
Frais d'administration [annexe A]	3 531 419	5 862 354
Frais d'opérations [annexe B]	—	—
Charges financières et produits financiers [annexe C]	197 885	(21 012)
Radiation d'actifs d'exploration et d'évaluation [note 10]	—	891 317
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	—	3 576
Quote-part dans une entreprise associée [note 7]	99 450	—
	<b>3 828 754</b>	6 736 235
Résultat (perte) avant impôt	<b>24 596 987</b>	(6 653 813)
Impôt différé (recouvrement) [note 14]	7 015 215	(1 128 404)
<b>Résultat net (perte nette) et résultat global</b>	<b>17 581 772</b>	<b>(5 525 409)</b>
<b>Résultat net (perte nette) de base par action [note 18]</b>	<b>0,237</b>	(0,081)
<b>Résultat net (perte nette) dilué par action [note 18]</b>	<b>0,237</b>	(0,081)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés



## ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

[en dollars canadiens]

Exercices terminés les 31 décembre

	<b>Capital social</b>	<b>Surplus d'apport</b>	<b>Résultats non distribués (déficit)</b>	<b>Total des capitaux propres</b>
	\$	\$	\$	\$
<b>Solde au 30 septembre 2012</b>	51 378 040	3 026 923	(6 743 080)	47 661 883
Émission d'actions	2 974 107	—	—	2 974 107
Exercice d'options d'achat d'actions	478 600	(194 200)	—	284 400
Rémunération fondée sur des actions	—	1 986 025	—	1 986 025
Bons de souscription de courtiers	—	5 724	—	5 724
Frais d'émission	(388 494)	—	—	(388 494)
Impôts différés afférents aux frais d'émission	104 505	—	—	104 505
Perte nette et résultat global [15 mois]	—	—	(5 525 409)	(5 525 409)
	3 168 718	1 797 549	(5 525 409)	(559 142)
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	54 546 758	4 824 472	(12 268 489)	47 102 741
Émission d'actions	<b>5 064 526</b>	—	—	<b>5 064 526</b>
Exercice d'options d'achat d'actions	<b>7 500</b>	—	—	<b>7 500</b>
Rémunération fondée sur des actions	—	<b>656 029</b>	—	<b>656 029</b>
Frais d'émission	<b>(426 158)</b>	—	—	<b>(426 158)</b>
Impôts différés afférents aux frais d'émission	<b>114 639</b>	—	—	<b>114 639</b>
Résultat net et résultat global [12 mois]	—	—	<b>17 581 772</b>	<b>17 581 772</b>
	<b>4 760 507</b>	<b>656 029</b>	<b>17 581 772</b>	<b>22 998 308</b>
<b>Solde au 31 décembre 2014</b>	<b>59 307 265</b>	<b>5 480 501</b>	<b>5 313 283</b>	<b>70 101 049</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés



## ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

[en dollars canadiens]

Exercice terminés les 31 décembre

	2014 [12 mois] \$	2013 [15 mois] \$
<b>ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>		
Résultat net (perte nette)	17 581 772	(5 525 409)
Éléments hors caisse du résultat :		
Amortissement des immobilisations corporelles	101 312	129 447
Amortissement des frais de financement	112 404	10 219
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	—	3 576
Impôt différé (recouvrement)	7 015 215	(1 128 404)
Rémunération fondée sur des actions	498 207	1 685 017
Amortissement des incitatifs à la location reportée	(27 400)	(34 251)
Gain sur aliénation d'intérêts sur certains permis hors caisse	(28 059 532)	—
Radiation d'actifs d'exploration et d'évaluation	—	891 317
Charge de désactualisation	24 263	40 630
Quote-part dans une entreprise associée	99 450	—
	<b>(2 654 309)</b>	<b>(3 927 858)</b>
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles [note 24]		
Débiteurs	(648 770)	958 343
Frais payés d'avance	(71 110)	7 787
Stocks	(857 579)	51 470
Fournisseurs et autres créditeurs	809 984	(117 422)
	<b>(767 475)</b>	<b>900 178</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>	<b>(3 421 784)</b>	<b>(3 027 680)</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Encaissement de placements	—	150 000
Acquisition d'une participation dans une entreprise associée	(1 933 333)	—
Acquisition d'immobilisations corporelles	(29 330)	(80 522)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	—	1 000
Acquisition de propriétés pétrolières et gazières	(162 345)	(351 147)
Diminution (augmentation) des frais d'exploration reportés nets des sommes recouvrées	3 872 776	(8 276 821)
Disposition de placement	930 000	—
Contribution à une entreprise associée	(80 304)	—
Frais d'acquisition d'une participation dans une entreprise associée	(1 013 144)	—
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>1 584 320</b>	<b>(8 557 490)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Émission de capital-actions	5 514 424	3 837 010
Frais d'émission d'actions	(426 158)	(382 770)
Obtention de financement supplémentaire, net des frais de financement	—	2 876 309
Remboursement de la dette bancaire	(2 998 932)	—
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>2 089 334</b>	<b>6 330 549</b>
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>251 870</b>	<b>(5 254 621)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	4 987 641	10 242 262
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin [note 5]</b>	<b>5 239 511</b>	<b>4 987 641</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés



# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

## 1) STATUTS CONSTITUTIFS, NATURE DES ACTIVITÉS, CHANGEMENT DE FIN D'EXERCICE, INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ D'EXPLOITATION ET APPROBATION

### Statuts constitutifs et nature des activités

La Société, constituée en vertu de la partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec et régie par les dispositions de la Loi sur les sociétés par actions du Québec, agit à titre de société d'exploration pétrolière et gazière. Son titre est transigé à la Bourse de croissance TSX depuis le 16 février 2005 sous le symbole : PEA. Son siège social est situé au 305, boulevard Charest Est, 10<sup>e</sup> étage, Québec (Québec), Canada, G1K 3H3.

### Changement de date de fin d'exercice

En 2013, la Société a procédé à un changement de la date de fin de son exercice financier du 30 septembre au 31 décembre. La majorité des sociétés publiques de l'industrie du pétrole et gaz ont une fin d'exercice financier au 31 décembre. Pétrolia souhaitait aligner sa fin d'exercice avec celle des sociétés de son industrie dans le but de faciliter le suivi de son titre par les analystes financiers. L'exercice financier de l'exercice 2013 comporte donc 15 mois comparativement à 12 mois pour 2014. Les montants présentés dans les états financiers consolidés ne sont pas totalement comparables.

### Incertitude quant à la continuité de l'exploitation

Les présents états financiers consolidés ont été préparés d'après le principe de la continuité d'exploitation, qui suppose que la Société sera en mesure de réaliser ses actifs et d'acquitter ses dettes dans le cours normal de ses activités dans un avenir prévisible. Dans son évaluation visant à déterminer si l'hypothèse de continuité d'exploitation est appropriée, la Direction tient compte de toutes les données disponibles concernant l'avenir, qui représente au moins, sans s'y limiter, les douze mois suivant la fin de l'exercice terminé le 31 décembre 2014. La Direction est consciente, en faisant cette évaluation, qu'il existe une incertitude significative en lien avec des événements et des conditions susceptibles de jeter un doute important quant à la capacité de la Société d'assurer la continuité de son exploitation. Ces états financiers consolidés ne reflètent pas les ajustements à la valeur comptable des actifs et des passifs, des produits et des charges et au classement effectué aux états consolidés de la situation financière qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inappropriée. Ces ajustements pourraient être importants.



# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

La Société n'a pas encore déterminé si les propriétés pétrolières et gazières renferment des réserves d'hydrocarbure pouvant être exploitées économiquement. La capacité de la Société à générer des revenus de ses propriétés pétrolières et gazières dépend de la capacité de la Société d'exploiter économiquement les réserves pétrolières, de l'obtention du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration, l'évaluation, le développement de ses biens, la construction et la mise en production commerciale ou du produit de la cession de ses actifs d'exploration et d'évaluation.

Outre les besoins habituels de fonds de roulement, la Société doit obtenir les fonds qui lui permettront de respecter ses obligations et ses engagements en vigueur au titre des programmes d'exploration et d'évaluation et de payer ses frais généraux et ses charges administratives. La Direction estime que ces fonds ne seront pas suffisants pour répondre aux obligations de la Société et aux dépenses prévues jusqu'au 31 décembre 2015. Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons à l'avenir, incluant sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de créances ou de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses ou l'arrivée de nouveaux partenaires, ce sur quoi la Société travaille déjà. Si la Direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers consolidés.

## Date d'approbation

Les présents états financiers consolidés ont été approuvés et autorisés pour publication par le conseil d'administration le 26 mars 2015.

## 2) PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables ayant servi à la préparation des présents états financiers consolidés sont résumées ci-dessous :

### 2.1 Base d'établissement

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière [« IFRS »] telles que publiées par l'International Accounting Standards Board [« IASB »] et énoncées dans le Manuel de CPA Canada.

Ces états financiers consolidés ont été dressés sur la base des coûts historiques, à l'exception de certains instruments financiers à leur juste valeur. La Société a adopté une présentation par fonction pour ses états consolidés du résultat.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### 2.2 Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les éléments des états financiers consolidés sont évalués dans la monnaie de l'environnement principal dans lequel la Société exerce ses activités [la monnaie fonctionnelle]. La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Société est le dollar canadien.

### 2.3 Principes de consolidation

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et des filiales qu'elle contrôle. La Société contrôle une entité lorsqu'elle détient le pouvoir de diriger les activités pertinentes, qu'elle possède la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur les rendements qu'elle obtient. Les filiales sont entièrement consolidées dès la date de la prise de contrôle, et elles sont déconsolidées à la date où le contrôle cesse. Les opérations et les soldes intersociétés ainsi que les gains et pertes latents sur les opérations entre ces sociétés sont éliminés.

Les présents états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société et des filiales suivantes au 31 décembre 2014 :

<b>Filiale</b>	<b>Participation (en %)</b>	<b>Emplacement</b>	<b>Description</b>
Pétrolia Anticosti inc.	100	Canada	Opérateur désigné d'Hydrocarbures Anticosti S.E.C.
Investissement PEA inc.	100	Canada	Société de portefeuille détenant le placement dans Hydrocarbures Anticosti S.E.C.

### 2.4 Constatation des produits

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date d'opération et les revenus qui en découlent sont constatés selon la méthode de comptabilité d'exercice en fonction du temps écoulé. Les revenus provenant de la gérance des projets sont comptabilisés au fur et à mesure que les projets sont réalisés. Les autres revenus sont comptabilisés lorsque les services sont rendus.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### 2.5 Instruments financiers

La Société classe ses instruments financiers par catégorie en fonction de leur nature et de leurs caractéristiques. La Direction détermine la classification au moment de la comptabilisation initiale, qui correspond habituellement à la date de transaction.

Tous les produits et charges liés aux instruments financiers sont présentés dans les produits financiers et charges financières.

#### *a) Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net*

Les actifs financiers sont classés dans la catégorie de la juste valeur par le biais du résultat net s'ils sont acquis principalement aux fins d'une vente à court terme, comme les actifs financiers détenus à des fins de transaction, ou s'ils sont désignés ainsi par la direction. Les instruments classés dans cette catégorie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie

Les instruments financiers inclus dans cette catégorie sont comptabilisés initialement et subséquemment à la juste valeur. Les coûts de transaction directement imputables et les variations de juste valeur sont comptabilisés aux états consolidés du résultat. Les instruments classés dans cette catégorie sont présentés dans les actifs courants.

#### *b) Prêts et créances et actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance*

Les prêts et créances et les actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont présentés dans les actifs courants lorsqu'ils sont recouvrables dans les douze mois suivant la fin de la période, sinon ils sont classés dans les actifs non courants.

Les instruments classés dans cette catégorie comprennent les débiteurs excluant les taxes de vente et les crédits d'impôt à recevoir et les placements à court terme.

Les instruments financiers inclus dans cette catégorie sont comptabilisés initialement à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables. Par la suite, ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société détermine s'il existe une indication objective de perte de valeur d'un actif financier, par suite d'un ou de plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale de l'actif financier ayant une incidence sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif. Les pertes découlant d'une dépréciation sont comptabilisées dans les charges financières aux états du résultat et du résultat global consolidés.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### *c) Autres passifs financiers*

Les instruments financiers inclus dans cette catégorie sont comptabilisés à la juste valeur initialement et les coûts liés à la transaction sont déduits de cette juste valeur. Par la suite, les autres passifs sont évalués au coût amorti. La différence entre la valeur comptable initiale des autres passifs et leur valeur de remboursement est comptabilisée dans le résultat net sur la durée du contrat selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils sont présentés dans les passifs courants lorsqu'ils sont remboursables dans les douze mois suivant la fin de la période, sinon ils sont classés dans les passifs non courants. Les frais reliés à la mise en place du financement sont amortis sur la durée du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ce poste comprend les fournisseurs et autres créditeurs et la dette bancaire.

### *d) Évaluation de la juste valeur*

#### *Hierarchie des évaluations à la juste valeur*

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur ou pour lesquels la juste valeur est présentée sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations.

La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 – évaluation fondée sur les prix [non rajustés] cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques : la trésorerie se retrouve dans ce niveau;

Niveau 2 – techniques d'évaluation fondées sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement [à savoir des prix] ou indirectement [à savoir des dérivés de prix] : les équivalents de trésorerie, les placements et la dette bancaire se retrouvent dans ce niveau;

Niveau 3 – techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables [données non observables].

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour lequel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

Pour la dette bancaire, la valeur comptable est représentative de la juste valeur en raison de sa brève échéance ou du fait qu'elle porte intérêt à un taux qui se rapproche de ceux observés sur le marché pour des instruments financiers semblables.

### **2.6 Résultat net de base et dilué par action**

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le résultat net dilué par action est calculé en ajustant le résultat attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de la Société ainsi que le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Il faut considérer que les actions ordinaires potentielles dilutives ont été converties en actions ordinaires au début de la période ou à la date d'émission des actions ordinaires potentielles si elle est ultérieure.

Pour calculer le résultat net dilué par action, une entité doit supposer que les options et les bons de souscription dilutifs ont été exercés.

### **2.7 Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société sont composés de l'encaisse et des placements temporaires dont le terme est égal ou inférieur à trois mois à compter de la date d'acquisition ou qui sont très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

### **2.8 Placements à court terme**

Les placements à court terme sont composés de certificats de placements garantis dont l'échéance initiale est de plus de trois mois.

### **2.9 Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### 2.10 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique, diminué du cumul des pertes de valeur. Le coût historique tient compte de tous les coûts directement attribuables à l'acquisition. L'intégration des coûts dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle cesse lorsque l'actif se trouve à l'endroit et dans l'état nécessaire pour être exploité de la manière prévue par la Direction. Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon les méthodes et la période ou les taux annuels suivants :

	Méthode	Taux et période
Améliorations locatives	Linéaire	3 ans
Équipement de bureau et de terrain	Dégressif	20 %
Équipement informatique	Dégressif	30 %
Matériel roulant	Dégressif	30 %
Réservoirs	Dégressif	20 %
Roulottes de chantier	Dégressif	20 %

Les estimations à l'égard de la valeur résiduelle, de la durée de l'utilité et du mode d'amortissement sont revues à la fin de chaque année financière en tenant compte de la nature des actifs, de l'usage prévu et de l'évolution de la technologie. Chaque composante d'une immobilisation corporelle dont le coût est significatif lorsque comparé avec le coût total de l'immobilisation est déprécié séparément.

La charge d'amortissement de chaque période est comptabilisée en résultat, sauf pour certaines immobilisations corporelles liées aux activités d'exploration dont la charge d'amortissement est incorporée dans la valeur comptable d'un actif d'exploration lorsqu'elles sont utilisées dans le cadre de projets précis d'exploration. L'amortissement d'un actif cesse lorsqu'il est classé comme étant détenu en vue de la vente ou lorsqu'il est décomptabilisé. Par conséquent, l'amortissement ne cesse pas lorsque l'actif est laissé inutilisé ou mis hors service, sauf si l'actif est entièrement amorti.

Les immobilisations corporelles sont décomptabilisées lors de leur sortie ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de leur utilisation ou de leur sortie.

Le profit ou la perte résultant de la disposition d'une immobilisation corporelle correspond à la différence entre le produit de disposition et la valeur nette comptable de l'actif, et est comptabilisé en résultat net et présenté distinctement dans les autres produits ou autres charges, sauf si l'amortissement d'une immobilisation corporelle a été capitalisé au coût des actifs d'exploration et d'évaluation auquel cas le gain ou la perte sera comptabilisé en augmentation ou en diminution de l'actif d'exploration et d'évaluation.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### 2.11 Actifs d'exploration et d'évaluation

Les actifs d'exploration et d'évaluation incluent les coûts d'acquisition des droits pétroliers et les dépenses liées à l'exploration et à l'évaluation des propriétés pétrolières et gazières. Ces actifs sont comptabilisés en tant qu'immobilisations incorporelles et sont présentés au coût moins les pertes de valeur, les aides gouvernementales, les droits remboursables et les contributions de partenaires.

Les coûts engagés avant l'acquisition des servitudes légales d'exploration et d'évaluation sont comptabilisés au résultat net au moment où ils sont engagés. Les droits pétroliers et les dépenses relatives aux activités d'exploration et d'évaluation sont incorporés au coût de l'actif par propriété jusqu'à ce que la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource pétrolière ou gazière soient démontrées. Aucun amortissement n'est imputé au cours de la phase d'exploration et d'évaluation. Les coûts capitalisés incluent notamment les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques, les forages d'exploration, le creusement de tranchées, l'échantillonnage, les activités en liaison avec l'évaluation de la faisabilité technique et de la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource pétrolière et les paiements fondés sur des actions reliés aux actifs d'exploration et d'évaluation.

S'il était établi que la viabilité d'un projet n'était pas assurée ou si le projet était abandonné, le montant capitalisé serait réduit à sa valeur recouvrable et l'écart serait alors comptabilisé immédiatement en résultat net.

Si la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource peuvent être démontrées, les actifs d'exploration et d'évaluation relatifs à la propriété pétrolière et gazière sont alors transférés dans la catégorie *Actifs pétroliers en construction*. Avant le transfert, les actifs d'exploration et d'évaluation doivent être soumis à un test de dépréciation, et toute perte doit être comptabilisée en résultat avant le reclassement.

À la suite du transfert des actifs d'exploration et d'évaluation dans la catégorie *Actifs pétroliers en construction*, tous les coûts subséquents de construction, d'installation et d'achèvement de l'équipement et des infrastructures sont capitalisés dans la catégorie *Actifs pétroliers en construction*. Une fois l'étape de développement complétée, tous les actifs inclus sous *Actifs pétroliers en construction* sont alors transférés dans la catégorie *Actifs pétroliers* et sont amortis sur les durées d'utilité de ces actifs. Jusqu'à maintenant, aucune viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource pétrolière n'a été démontrée.

La Société effectue des travaux pour le compte d'Hydrocarbures Anticosti S.E.C. Ces frais sont présentés en réduction des frais d'administration et des frais d'exploitation sous la rubrique «Refacturation de frais» en annexe aux états financiers consolidés.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### 2.12 Dépréciation des actifs non financiers

Aux fins d'évaluation de la dépréciation, les actifs sont regroupés aux niveaux les plus bas générant des entrées de trésorerie largement indépendantes [unités génératrices de trésorerie]. Par conséquent, certains actifs sont soumis individuellement à un test de dépréciation tandis que d'autres sont testés au niveau de l'unité génératrice de trésorerie. Les gestionnaires évaluent la dépréciation des actifs d'exploration et d'évaluation, propriété par propriété, chaque propriété représentant une unité génératrice de trésorerie potentielle. Tous les actifs individuels ou unités génératrices de trésorerie sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. De plus, si la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource pétrolière peuvent être démontrées, les actifs d'exploration et d'évaluation liés à la propriété pétrolière et gazière correspondante doivent être soumis à un test de dépréciation avant d'être transférés dans les *actifs pétroliers*.

Une perte de valeur égale à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie sur sa valeur recouvrable est comptabilisée. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie est la plus élevée de sa juste valeur moins les coûts de sa vente et de sa valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur d'utilité, la Direction procède à une estimation des flux de trésorerie futurs provenant de chaque actif ou de chaque unité génératrice de trésorerie, puis elle détermine un taux d'intérêt approprié aux fins du calcul de la valeur actualisée de ces flux de trésorerie.

Une perte de valeur est comptabilisée immédiatement dans les états consolidés du résultat global et est portée en réduction de l'actif individuel ou répartie au prorata des actifs de l'unité génératrice de trésorerie. Tous les actifs sont subséquemment réévalués afin de relever tout indice indiquant qu'une perte de valeur comptabilisée antérieurement puisse ne plus exister. Une perte de valeur peut être reprise si la valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie excède sa valeur comptable, mais ne doit pas excéder sa valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

#### *Cession d'intérêt relativement à des conventions d'option*

Lors de cessions d'intérêt relativement à des conventions d'option, la Société ne comptabilise pas les dépenses d'exploration et d'évaluation engagées sur les propriétés par l'acquéreur. De plus, les contreparties reçues en trésorerie de l'acquéreur sont portées en diminution de la valeur comptable des dépenses capitalisées auparavant, tout excédent étant comptabilisé comme un profit sur la cession d'actifs d'exploration et d'évaluation en résultat net.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### 2.13 Participation dans une entreprise associée

La Société détient 21,7 % des parts d'Hydrocarbures Anticosti S.E.C. et l'un de ses représentants siège au conseil d'administration de cette entreprise et participe aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles. La Direction a conclu qu'elle exerce une influence notable sur cette entreprise associée et comptabilise sa participation selon la méthode de la mise en équivalence dans ses états financiers consolidés.

### 2.14 Provision pour restauration de sites

Une provision pour frais de restauration environnementale est comptabilisée lorsque :

- i) la Société a une obligation actuelle [juridique ou implicite] résultant d'événements passés;
- ii) il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation; et
- iii) le montant peut être évalué de façon fiable.

La Société constate la valeur estimative de l'obligation future liée à la provision pour restauration de sites, relativement à des biens pétroliers et gaziers, à titre de passif dans la période au cours de laquelle ce dernier est engagé. La valeur est capitalisée et amortie sur la même période que l'actif sous-jacent. La Société estime le passif d'après les coûts estimatifs d'abandon et de remise en état liés à sa participation nette dans les puits et les installations, y compris le calendrier estimatif des coûts qui seront engagés à cette fin au cours des périodes futures. Cette estimation est revue périodiquement et les changements sont comptabilisés de manière prospective au titre d'une augmentation ou d'une diminution du passif. Les variations de la valeur actualisée nette du passif futur lié à la restauration de sites sont comptabilisées comme une charge de désactualisation au prorata du temps écoulé, et elles sont passées en charge dans les résultats de la période. Les coûts réels engagés lors du règlement du passif sont imputés au passif à concurrence du passif constaté.

### 2.15 Aides gouvernementales et contributions de partenaires

Les crédits d'impôt relatifs aux ressources, les subventions relatives aux frais d'exploration et les contributions de partenaires sont comptabilisés en diminution des frais d'exploration.

En cas d'écart entre les aides gouvernementales réclamées par la Société et les montants accordés par les autorités fiscales, le gain ou la perte en résultant sera comptabilisé au cours de l'exercice où les écarts seront constatés.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### 2.16 Contrats de location simple

Les contrats de location pour lesquels une portion importante des risques et des avantages est conservée par le bailleur sont traités comme des contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges linéairement pendant toute la durée du contrat de location. Les frais connexes, comme ceux se rapportant à la maintenance et l'assurance, sont comptabilisés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

Les incitatifs à la location obtenus dans le cadre des contrats de location sont comptabilisés à titre de passif et amortis linéairement sur la durée du bail.

### 2.17 Impôts

La Société comptabilise les impôts sur le résultat selon la méthode de l'actif et du passif d'impôt différé. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Tout changement survenu dans le montant net des actifs et passifs d'impôt différé est porté aux résultats. Les actifs et passifs d'impôt différé sont déterminés en fonction des taux d'imposition et des lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui, selon ce qui est à prévoir, s'appliqueront au revenu imposable des périodes au cours desquelles les actifs et passifs seront recouverts ou réglés. Les actifs d'impôt différé sont constatés lorsqu'il est probable qu'ils se réaliseront. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

La charge d'impôt comprend l'impôt exigible et différé. Cette charge est constatée dans le résultat net, sauf pour l'impôt relié aux éléments inclus dans les capitaux propres, en tel cas la charge d'impôt est comptabilisée respectivement dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres.

En vertu de la législation fiscale relative aux placements accréditifs, la Société est tenue de renoncer à des déductions pour des dépenses d'exploration et d'évaluation au profit des investisseurs. Lorsque la Société a renoncé aux déductions fiscales et a engagé les dépenses admissibles, la renonciation aux déductions fiscales est comptabilisée en résultat en augmentation de la charge d'impôt différé et un passif d'impôt différé est comptabilisé pour l'écart temporaire entre la valeur comptable des dépenses admissibles capitalisées dans les actifs et la base fiscale de celles-ci.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

L'actif ou le passif d'impôt exigible correspond aux obligations ou aux réclamations des périodes précédentes ou courantes des autorités fiscales qui ne sont toujours pas reçues ou payées à la fin de la période financière. L'impôt exigible est calculé en fonction du bénéfice fiscal qui diffère du résultat net. Ce calcul a été effectué en fonction des taux d'imposition et des lois en vigueur à la fin de la période financière.

### **2.18 Capitaux propres**

#### **Capital social**

Le capital social est présenté à la valeur à laquelle les actions ont été émises. Les coûts liés à l'émission d'actions, des bons de souscription et des options d'achat d'actions sont présentés dans les capitaux propres, nets d'impôts, en déduction du produit d'émission au cours de l'exercice où ces transactions ont eu lieu.

#### **Surplus d'apport**

Le surplus d'apport représente les charges liées aux options sur actions et aux bons de souscription de courtier jusqu'à l'exercice de ceux-ci.

#### **Émission d'actions accréditives**

La Société finance certains actifs d'exploration et d'évaluation au moyen de l'émission d'actions accréditives. L'émission d'actions accréditives est comptabilisée comme un instrument financier composé. La composante passif représente l'obligation de transférer des déductions fiscales au profit des investisseurs. Les produits des émissions d'actions dans le cadre de placements accréditifs sont répartis entre les actions accréditives émises et le passif au moyen de la méthode résiduelle. Les produits sont d'abord imputés aux actions en fonction du cours de la Bourse au moment de l'émission et le montant résiduel est attribué au passif, lequel est renversé aux résultats à titre de recouvrement d'impôt différé lorsque les dépenses admissibles sont engagées.

#### **Résultats non distribués**

Les résultats non distribués comprennent l'ensemble des profits et pertes non distribués de l'exercice en cours et des exercices antérieurs.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### 2.19 Rémunération fondée sur des actions

La Société gère un régime de rémunération fondée sur des actions et réglée en instruments de capitaux propres à l'intention des administrateurs, membres du personnel et consultants qui y sont admissibles. Le régime ne comporte pas d'options de règlement en espèces. La Société émet à l'occasion des bons de souscription de courtier.

Tous les biens et les services reçus en contrepartie de l'octroi d'une rémunération fondée sur des actions sont évalués à leur juste valeur. Lorsqu'un membre du personnel est rémunéré au moyen de paiements fondés sur des actions, la juste valeur des services rendus par ce membre du personnel est déterminée indirectement par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués. La même méthode est utilisée pour les transactions avec des consultants dont le paiement est fondé sur des actions et dont la juste valeur des services reçus ne peut être évaluée de façon fiable. Cette juste valeur est évaluée à la date d'attribution.

Les paiements fondés sur des actions, à l'exception des bons de souscription de courtier, sont ultimement comptabilisés en résultat à la dépense ou capitalisés comme actifs d'exploration et d'évaluation selon la nature du paiement et la contrepartie est portée au crédit du surplus d'apport dans les capitaux propres. Les paiements fondés sur des actions à des courtiers dans le cas d'un financement en actions sont comptabilisés comme frais d'émission d'instruments de capitaux propres et la contrepartie est comptabilisée au crédit du surplus d'apport dans les capitaux propres.

Chaque tranche d'une attribution dont l'acquisition est échelonnée dans le temps est traitée comme une attribution distincte ayant sa propre date d'acquisition des droits et sa propre juste valeur.

Dans les cas où des périodes ou des conditions d'acquisition de droits s'appliquent, la charge est répartie sur la période d'acquisition en fonction de la meilleure estimation disponible du nombre d'options sur actions dont l'acquisition est attendue. Les estimations sont ensuite révisées lorsqu'il y a des indications à l'effet que le nombre d'options sur actions dont l'acquisition est attendue diffère des estimations précédentes. Tout rajustement cumulatif avant l'acquisition des droits est comptabilisé dans l'exercice en cours. Aucun rajustement n'est apporté aux charges comptabilisées dans des exercices antérieurs si le nombre d'options sur actions qui ont finalement été acquises diffère de celui qui avait été prévu au moment de l'acquisition.

Au moment de l'exercice d'une option sur actions et des bons de souscription de courtier, les produits reçus moins les coûts de transaction directement attribuables sont portés au capital social. Les charges accumulées liées aux options sur actions et aux bons de souscription de courtier comptabilisés au surplus d'apport sont transférées au capital social.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### 2.20 Information sectorielle

En conformité avec l'IFRS 8 *Secteurs opérationnels*, la Société doit présenter et divulguer l'information sectorielle selon les informations examinées régulièrement par les principaux décideurs opérationnels, c'est-à-dire par le président et le conseil d'administration dans le but de déterminer la performance de la Société.

La Société a déterminé qu'il n'y avait qu'un seul secteur opérationnel, soit le secteur d'exploration et d'évaluation.

### 3) MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

Les normes publiées par l'IASB, énoncées dans le *Manuel de CPA Canada*, et non applicables à la date d'émission des états financiers consolidés de la Société sont décrites ci-après.

La Société les adoptera au cours des exercices à venir.

#### *IFRS 15 – Produits provenant de contrats avec les clients*

En mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15 *Produits provenant de contrats avec les clients*. Celle-ci permet de comptabiliser en une seule norme les produits tirés de tous les contrats avec les clients, à l'exception des contrats d'assurance, des contrats de location et des instruments financiers. Cette nouvelle norme établit un modèle unique en cinq étapes afin de reconnaître les produits. Les dispositions de cette norme s'appliqueront aux états financiers ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

#### *IAS 16 – Immobilisations corporelles et IAS 38-Immobilisations incorporelles*

En mai 2014, l'IASB a publié un amendement à la norme IAS 16 *Immobilisations corporelles* et la norme IAS 38 *Immobilisations incorporelles*. Cet amendement intitulé «Clarification sur les modes d'amortissement acceptables» précise que la base d'amortissement calculée en fonction des revenus ne doit plus être utilisée. L'amortissement des actifs comptabilisés doit refléter un modèle de consommation des actifs plutôt que les avantages économiques de ces actifs. Les dispositions de cet amendement s'appliqueront de manière prospective aux états financiers ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. L'adoption de cet amendement n'aura aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### ***IFRS 11 – Partenariats***

En mai 2014, l'IASB a publié un amendement à la norme IFRS 11 *Partenariats* intitulé «Acquisition d'intérêts dans une entreprise commune». Cet amendement précise que l'acquisition d'une participation dans une entreprise commune qui constitue une entreprise, doit être comptabilisée et présentée comme un regroupement d'entreprises conformément à la norme IFRS 3 *Regroupement d'entreprises*. Les dispositions de cet amendement s'appliqueront de manière prospective aux états financiers ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. La Société évalue actuellement l'incidence de cet amendement sur ses états financiers consolidés.

### ***IFRS 9 – Instruments financiers***

En juillet 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 9 *Instruments financiers*. Cette norme apporte des changements à la comptabilisation des instruments financiers par rapport aux éléments suivant

- le classement et l'évaluation des instruments financiers reflétant pour les actifs financiers le modèle d'affaires de la gestion et les caractéristiques des flux de trésorerie de ces actifs financiers;
- la dépréciation basée sur le modèle de perte attendue;
- la comptabilité de couverture qui tient compte des pratiques en matière de gestion des risques d'une entité.

Les dispositions de cette norme s'appliqueront rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

## **4) JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES**

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la Direction pose un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels peuvent différer des jugements, des estimations et des hypothèses posés par la Direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés. L'information sur les jugements, les estimations et les hypothèses significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-après.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### 4.1 Jugement

#### *Actifs d'exploration et d'évaluation*

La détermination des indicateurs de perte de valeur implique le jugement.

La Direction détermine pour chaque propriété si des faits et circonstances pourraient être indicateurs de perte de valeur ou de reprise de perte de valeur. Ces faits et circonstances qu'elle considère incluses mais ne se limitent pas à ce qui suit :

- (a) La période pendant laquelle la Société a le droit d'explorer dans une zone spécifique a expiré pendant cette période ou expirera dans un proche avenir, et il n'est pas prévu qu'il soit renouvelé;
- (b) D'importantes dépenses d'exploration et d'évaluation ultérieures de ressources minérales dans la zone spécifique ne sont ni prévues au budget, ni programmées;
- (c) L'exploration et l'évaluation de ressources pétrolières dans la zone spécifique n'ont pas mené à la découverte de quantités de ressources pétrolières commercialement viables et la Société a décidé de cesser de telles activités dans la zone spécifique;
- (d) Des données suffisantes existent à l'effet que, bien qu'il soit probable qu'un développement dans une zone spécifique se poursuive, la valeur comptable de l'actif d'exploration et d'évaluation ne sera probablement pas récupérée dans sa totalité suite au développement réussi ou à la vente.

La Direction pose des hypothèses qui se rapportent à des événements et des circonstances futurs. Les hypothèses sont basées sur le programme d'exploration et d'évaluation de la Société qui considère notamment si les résultats des travaux d'exploration justifient des investissements additionnels, si les intérêts de la Société dans les droits pétroliers et gaziers ont confirmés, si la Société a la capacité d'obtenir le financement nécessaire pour mener à terme la mise en valeur et la production rentable future et si la cession des propriétés s'effectuera à un montant supérieur à la valeur comptable.

Selon l'analyse effectuée, la Direction a déterminé qu'aucun indicateur de perte de valeur ou de reprise de perte de valeur n'existe [2013 – la propriété Dalhousie et des frais d'exploration y afférent ont fait objet d'une radiation pour des montants respectifs de 34 954 \$ et de 856 363 \$, entraînant une perte de 891 317 \$ aux états consolidés du résultat global].



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### 4.2 Estimations

#### Impôt différé

L'évaluation de la probabilité d'un bénéfice imposable futur implique le jugement. Un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables seront disponibles en réduction desquels des écarts temporaires déductibles ainsi que le report des crédits d'impôt non utilisés et les pertes d'impôt non utilisées pourront être imputés. La Société juge probable la disponibilité de tels bénéfices imposables.

#### Provision pour restauration des sites

L'évaluation de la provision pour restauration de sites implique un certain nombre d'hypothèses telles que les coûts estimatifs d'abandon et de remise en état des sites et le calendrier estimatif des coûts qui seront engagés. Le montant comptabilisé correspond à la meilleure estimation de la Direction qui s'appuie sur l'expertise de ses géologues.

#### Évaluation des paiements fondés sur des actions

La Société constate tous ses paiements à base d'actions à l'aide de la méthode de la juste valeur. La Société utilise le modèle d'évaluation Black-Scholes pour déterminer la juste valeur des options d'achat d'actions et des bons de souscription émis à des courtiers. Le principal élément qui affecte les estimations de la juste valeur des options d'achat d'actions et de ces bons de souscription est le taux de volatilité prévu du cours de l'action. La Société estime présentement la volatilité prévue de ses actions ordinaires en fonction des cours historiques sur une période comparable à la durée de vie prévue des options et des bons de souscription de courtier.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### 5) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	2014 \$	2013 \$
Encaisse	3 015 868	158 310
Certificats de placement garanti	2 223 643	4 829 331
	<b>5 239 511</b>	4 987 641
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie détenus à des fins d'exploration <sup>1</sup>	<b>368 004</b>	904 737
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>4 871 507</b>	4 082 904

<sup>1</sup> La trésorerie et équivalents de trésorerie détenus à des fins d'exploration représente le produit de financement non dépensé lié aux actions accréditatives. Selon les restrictions imposées en vertu des financements, la Société doit consacrer ces fonds à l'exploration de propriétés pétrolières et gazières.

Au 31 décembre 2014, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent des certificats de placement garanti portant intérêt entre 1,25 % et 1,30 % [1,04 % et 1,30 % au 31 décembre 2013], échéant entre le 24 avril 2015 et le 3 décembre 2015 [8 mai 2014 et 22 décembre 2014 pour les certificats détenus au 31 décembre 2013]. Ces instruments sont encaissables en tout temps sans pénalité.

### 6) DÉBITEURS

	2014 \$	2013 \$
Partenaires	179 336	575 964
Taxes à la consommation	415 430	154 582
Crédits d'impôt à recevoir	133 865	3 848 569
Intérêts à recevoir	17 146	15 755
Autres	328 868	38 409
	<b>1 074 645</b>	4 633 279

Les crédits d'impôt à recevoir se rapportent à des demandes qui n'ont pas encore fait l'objet d'examen par les autorités fiscales.

Tous les montants présentent des échéances à court terme.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### 7) PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

#### Propriété Anticosti

##### *Détails de la transaction*

Le 13 février 2014, la Société a conclu une transaction qui a permis de créer une société en commandite, Hydrocarbures Anticosti S.E.C., qui possède et opère les permis détenus antérieurement par Pétrolia et Corridor Resources inc. Le pourcentage de propriété de chacun des partenaires se décline ainsi :

Partenaires	Pourcentages de participation
Ressources Québec	35 %
Pétrolia inc.	21,7 %
Corridor Resources inc.	21,7 %
Saint-Aubin E&P (Québec) inc.	21,7 %

Le conseil d'administration de la société en commandite est composé d'un représentant de chacun des partenaires et d'un administrateur indépendant.

Le conseil d'administration a mis en place un comité des opérations afin de superviser les travaux de la société en commandite, ainsi qu'un comité technique qui agit à titre d'aviseur. Un comité santé, sécurité et environnement ainsi qu'un comité d'acceptabilité sociale ont aussi été mis sur pied. Ces comités sont composés d'un nombre égal de représentants de chacun des partenaires.

Aux fins de la transaction, la valeur des permis d'exploration a été fixée à 100 millions de dollars. Ressources Québec et St-Aubin E&P (Québec) inc. se sont engagés à financer des travaux d'exploration pour un montant pouvant atteindre 100 millions de dollars répartis en deux phases d'investissement. Ainsi, Ressources Québec investira jusqu'à 56,67 millions de dollars en échange d'une participation de 28,3 % et St-Aubin E&P (Québec) inc. investira 43,33 millions de dollars en échange d'une participation de 21,7 %. Afin d'assurer une participation identique aux trois sociétés publiques et une participation de 35 % à Ressources Québec, Hydrocarbures Anticosti SEC a versé 15,2 millions de dollars à Corridor Resources. Par conséquent, suite à cette série de transactions, chacune des parties obtient la participation suivante dans le partenariat : Ressources Québec 35 %, Pétrolia 21,7 %, St-Aubin E&P (Québec) inc. 21,7 % et Corridor Resources inc. (CDH-TO) 21,7 %. Pétrolia a également conclu une entente avec Corridor Resources inc. dans laquelle un crédit de redevance maximal de 1 200 000 \$ et un montant en argent de 800 000 \$ ont été accordés à Pétrolia à titre de remboursement de dépenses qui ont été assumées en totalité dans les années précédentes par Pétrolia. Cette entente stipule que Pétrolia a l'obligation d'assumer la part de Corridor Resources inc. de redevances relatives à l'entente intervenue avec Hydro-Québec le 22 janvier 2008.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

	\$
La valeur des permis cédés à la société en commandite	<b>41 400 000</b>
Quote-part de la perte nette	<b>(99 450)</b>
Contribution à la société en commandite	<b>80 304</b>
Avoir de Pétrolia selon les états financiers d'Hydrocarbures Anticosti S.E.C. au 31 décembre 2014	<b>41 380 854</b>
Honoraires professionnels encourus pour l'acquisition du placement	<b>1 013 144</b>
Montant versé au comptant pour l'obtention d'une participation totalisant 21,67 %.	<b>1 933 333</b>
	<b>44 327 331</b>
Ajustement élimination de la quote-part de Pétrolia [21,67 %] dans le gain sur aliénéation d'intérêts sur certains permis hors caisse	<b>(7 762 671)</b>
Valeur de la participation	<b>36 564 660</b>
Le gain sur aliénéation de permis a été calculé comme suit :	
Valeur des permis cédés	<b>41 400 000</b>
Moins :	
Valeur comptable des actifs d'exploration et d'évaluation	<b>5 577 797</b>
	<b>35 822 203</b>
Ajustement élimination de la quote-part de Pétrolia [21,67 %] dans le gain sur aliénéation d'intérêts sur certains permis hors caisse	<b>(7 762 671)</b>
Gain sur aliénéation d'intérêts sur certains permis hors caisse	<b>28 059 532</b>

### *Informations financières au 31 décembre 2014*

Au 31 décembre 2014, les principales informations financières du placement que détient Pétrolia [21,67 % des parts], par le biais d'Investissement PEA inc., dans Hydrocarbures Anticosti S.E.C. se détaillent comme suit :

	Hydrocarbures Anticosti S.E.C. \$
Actif courant	<b>3 076 560</b>
Actif non courant	<b>111 512 377</b>
Passif courant	<b>330 401</b>
Passif non courant	<b>220 481</b>
Avoir des partenaires d'Hydrocarbures Anticosti S.E.C.	<b>114 038 055</b>
Produits	—
Perte nette et résultat global pour la période du 20 mars 2014 au 31 décembre 2014	<b>(458 926)</b>
Quote-part de Pétrolia dans Hydrocarbures Anticosti S.E.C. [21,67 %]	<b>(99 450)</b>



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### 8) PLACEMENTS

	2014 \$	2013 \$
Certificat de placement garanti, 1,30 %, échu en décembre 2014	—	930 000

### 9) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrain \$	Améliorations locatives \$	Équipement informatique, de bureau et de terrain \$	Matériel roulant \$	Réservoirs \$	Roulottes de chantier \$	Total \$
<b>Valeur comptable brute</b>							
Solde au 31 décembre 2013	75 434	577 484	300 494	197 552	322 881	186 107	1 659 952
Additions	—	8 444	20 371	33 814	—	—	62 629
Dispositions	—	—	—	—	—	—	—
Solde au 31 décembre 2014	75 434	585 928	320 865	231 366	322 881	186 107	1 722 581
<b>Amortissement cumulé</b>							
Solde au 31 décembre 2013	—	422 487	183 630	160 669	105 510	51 738	924 034
Dispositions	—	—	—	—	—	—	—
Amortissement	—	163 441	31 175	12 754	43 474	26 874	277 718
Solde au 31 décembre 2014	—	585 928	214 805	173 423	148 984	78 612	1 201 752
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2014</b>	75 434	—	106 060	57 943	173 897	107 495	520 829

	Terrain \$	Améliorations locatives \$	Équipement informatique, de bureau et de terrain \$	Matériel roulant \$	Réservoirs \$	Roulottes de chantier \$	Total \$
<b>Valeur comptable brute</b>							
Solde au 30 septembre 2012	75 434	577 484	294 444	244 487	248 409	186 107	1 626 365
Additions	—	—	6 050	—	74 472	—	80 522
Dispositions	—	—	—	(46 935)	—	—	(46 935)
Solde au 31 décembre 2013	75 434	577 484	300 494	197 552	322 881	186 107	1 659 952
<b>Amortissement cumulé</b>							
Solde au 30 septembre 2012	—	224 947	139 817	182 832	37 489	9 305	594 390
Dispositions	—	—	—	(42 359)	—	—	(42 359)
Amortissement	—	197 540	43 813	20 196	68 021	42 433	372 003
Solde au 31 décembre 2013	—	422 487	183 630	160 669	105 510	51 738	924 034
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2013</b>	75 434	154 997	116 864	36 883	217 371	134 369	735 918



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### 10) ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION

#### Propriétés pétrolières et gazières

	31 décembre 2013 \$	Cessions \$	Additions \$	31 décembre 2014 \$
<b>Québec</b>				
Anticosti <sup>1</sup> [note 7]	348 919	449 648	100 729	—
Gastonguay	716 201	—	25 902	742 103
Gaspésia – Edgar – Marcel- Tremblay	448 968	—	22 016	470 984
Gaspé <sup>1</sup>	3 416 924	—	12 585	3 429 509
Matapédia	168 717	—	1 113	169 830
Total des propriétés pétrolières et gazières	<u>5 099 729</u>	<u>449 648</u>	<u>162 345</u>	<u>4 812 426</u>

#### Frais d'exploration

	31 décembre 2013 \$	Cessions \$	Additions \$	31 décembre 2014 \$
<b>Québec</b>				
Anticosti [note 7]	9 313 657	9 554 893	309 862	68 626
Gastonguay	75 987	—	836	76 823
Gaspésia – Edgar – Marcel- Tremblay	3 792 414	—	3 004	3 795 418
Gaspé	2 879 906	—	140 726	3 020 632
Projet Bourque	21 676 895	—	211 797	21 888 692
Projet Haldimand	16 208 203	—	6 763 234	22 971 437
Projet Tar Point No. 1	5 193 540	—	19 719	5 213 259
Matapédia	1 164 001	—	41 257	1 205 258
	<u>60 304 603</u>	<u>9 554 893</u>	<u>7 490 435</u>	<u>58 240 145</u>



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

	<b>31 décembre 2013</b>	<b>Cessions</b>	<b>Additions</b>	<b>31 décembre 2014</b>
	\$	\$	\$	\$
<b>Déductions</b>				
Aides gouvernementales à l'exploration et contributions de partenaires :				
Anticosti [note 7]	3 878 682	4 426 744	553 604	5 542
Gastonguay	19 009	—	11	19 020
Gaspésia – Edgar – Marcel-Tremblay	428 663	—	45	428 708
Gaspé	693 961	—	10 498	704 459
Projet Bourque	8 817 971	—	(4 641)	8 813 330
Projet Haldimand	7 880 368	—	3 445 057	11 325 425
Projet Tar Point No. 1	1 051 561	—	124	1 051 685
Matapédia	651 056	—	7 768	658 824
	<u>23 421 271</u>	<u>4 426 744</u>	<u>4 012 466</u>	<u>23 006 993</u>
Revenus d'évaluation de réservoir pétrolier :				
Gaspé				
Projet Haldimand	295 814	—	—	295 814
Total des frais d'exploration	<u>36 587 518</u>	<u>5 128 149</u>	<u>3 477 969</u>	<u>34 937 338</u>

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2014, la Société n'a comptabilisé aucun crédit d'impôt relatif aux ressources en réduction des frais d'exploration [3 848 569 \$ en 2013].

### Sommaire au 31 décembre 2014

	<b>31 décembre 2013</b>	<b>Radiations</b>	<b>Additions</b>	<b>31 décembre 2014</b>
	\$	\$	\$	\$
Propriétés	5 099 729	449 648	162 345	4 812 426
Frais d'exploration	36 587 518	5 128 149	3 477 969	34 937 338
Actifs d'exploration et d'évaluation	<u>41 687 247</u>	<u>5 577 797</u>	<u>3 640 314</u>	<u>39 749 764</u>



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### Propriétés pétrolières et gazières

	30 septembre 2012 \$	Radiations \$	Additions \$	31 décembre 2013 \$
<b>Québec</b>				
Anticosti <sup>1</sup> [note 7]	340 875	—	8 044	348 919
Gastonguay	690 300	—	25 901	716 201
Gaspésia – Edgar – Marcel- Tremblay	426 950	—	22 018	448 968
Gaspé <sup>1</sup>	3 290 457	—	126 467	3 416 924
Matapédia	—	—	168 717	168 717
<b>Nouveau-Brunswick</b>				
Dalhousie	139 526	34 954	(104 572)	—
Total des propriétés pétrolières et gazières	4 888 108	34 954	246 575	5 099 729

### Frais d'exploration

	30 septembre 2012 \$	Radiations \$	Additions \$	31 décembre 2013 \$
<b>Québec</b>				
Anticosti [note 7]	7 466 997	—	1 846 660	9 313 657
Gastonguay	75 037	—	950	75 987
Gaspésia – Edgar – Marcel- Tremblay	3 770 234	—	22 180	3 792 414
Gaspé	2 662 493	—	217 413	2 879 906
Projet Bourque	11 168 542	—	10 508 353	21 676 895
Projet Haldimand	13 343 595	—	2 864 608	16 208 203
Projet Tar Point No. 1	5 284 223	—	(90 683)	5 193 540
Matapédia	—	—	1 164 001	1 164 001
<b>Nouveau-Brunswick</b>				
Dalhousie	861 716	863 285	1 569	—
	44 632 837	863 285	16 535 051	60 304 603



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

	<b>30 septembre 2012</b>	<b>Radiations</b>	<b>Additions</b>	<b>31 décembre 2013</b>
	\$	\$	\$	\$
<b>Déductions</b>				
Aides gouvernementales à l'exploration et contributions de partenaires :				
Anticosti [note 7]	3 012 402	—	866 280	3 878 682
Gastonguay	18 909	—	100	19 009
Gaspésia – Edgar – Marcel-Tremblay	423 091	—	5 572	428 663
Gaspé	644 933	—	49 028	693 961
Projet Bourque	5 684 276	—	3 133 695	8 817 971
Projet Haldimand	5 699 488	—	2 180 880	7 880 368
Projet Tar Point No. 1	1 089 615	—	(38 054)	1 051 561
Matapédia	—	—	651 056	651 056
Dalhousie	6 922	6 922	—	—
	<u>16 579 636</u>	<u>6 922</u>	<u>6 848 557</u>	<u>23 421 271</u>
Revenus d'évaluation de réservoir pétrolier :				
Gaspé				
Projet Haldimand	246 212	—	49 602	295 814
Total des frais d'exploration	<u>27 806 989</u>	<u>856 363</u>	<u>9 636 892</u>	<u>36 587 518</u>

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2013, la Société a procédé à la radiation de sa propriété Dalhousie, car la Société a décidé de cesser ses activités d'exploration et d'évaluation sur cette propriété. La Société a choisi de concentrer ses efforts sur ses autres propriétés.

### Sommaire au 31 décembre 2013

	<b>30 septembre 2012</b>	<b>Radiations</b>	<b>Additions</b>	<b>31 décembre 2013</b>
	\$	\$	\$	\$
Propriétés	4 888 108	34 954	246 575	5 099 729
Frais d'exploration	27 806 989	856 363	9 636 892	36 587 518
Actifs d'exploration et d'évaluation	<u>32 695 097</u>	<u>891 317</u>	<u>9 883 467</u>	<u>41 687 247</u>

<sup>1</sup> Les propriétés avec la référence (1) sont l'objet de redevances dans le cas d'une éventuelle mise en production. À ce jour, la Société a satisfait à toutes ses obligations et seules les obligations futures ou éventuelles et les transactions particulières de l'exercice sont décrites ci-après.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### Propriété Gaspé et Haldimand

Au 31 décembre 2014, Québénergie a respecté l'entente initiale qui consistait à investir un montant de 8 500 000 \$ en travaux d'exploration. Les dépenses d'exploration engagées sur les propriétés détenues en partenariats avec Québénergie sont maintenant assumées à parts égales.

Pétrolia et Québénergie se partagent conjointement les intérêts sur 13 permis dont le projet Haldimand.

### Projet Bourque

En mai 2012, la Société a effectué un placement privé au montant de 15 575 000 \$ dont la majorité des fonds a servi au forage de deux puits sur la propriété Bourque. La société élabore actuellement un programme de travaux dont l'objectif est d'identifier les caractéristiques de production de la formation du Forillon.

### Propriété Matapédia

Le 19 juillet 2013, la Société a conclu un accord de partenariat avec Saint-Aubin Énergie S.A.S., une filiale de Maurel & Prom et de MPI et a procédé à l'acquisition conjointe et à parts égales de 13 permis en Gaspésie.

## 11) FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

	2014	2013
	\$	\$
Fournisseurs et frais courus	4 737 479	1 151 950
Salaires, vacances et jetons de présence	310 868	351 077
Dépôt de garantie	232 500	232 500
	<b>5 280 847</b>	<b>1 735 527</b>



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### 12) DETTE BANCAIRE

	2014 \$	2013 \$
Emprunt, Crédit Ford, pour l'acquisition de matériel roulant, remboursable par versements mensuels de 600 \$, comprenant le capital et les intérêts, portant intérêt au taux de 2,5 %, et échéant le 4 novembre 2019.	33 299	—
Emprunt bancaire, d'un montant autorisé de 2 998 932 \$, portant intérêt au taux préférentiel de la Caisse centrale Desjardins plus 1 %. L'emprunt bancaire est garanti par une hypothèque de 2 998 932 \$ grevant en premier rang les crédits d'impôt relatif aux ressources remboursables et les crédits d'impôt futurs, ainsi que par un cautionnement de 80 % d'Investissement Québec. Cet emprunt a été remboursé au cours de l'exercice 2014.	—	2 998 932
	<b>33 299</b>	2 998 932
Moins :		
Frais de financement non amortis	—	(112 404)
	<b>33 299</b>	2 886 528
Moins la partie courante	<b>6 448</b>	—
	<b>26 851</b>	2 886 528

Le capital minimum à rembourser au cours des cinq prochains exercices est le suivant : 2015 – 6 448 \$ ; 2016 – 6 608 \$ ; 2017 – 6 776 \$ ; 2018 – 6 946 \$ et 2019 – 6 521 \$.

### 13) PROVISION POUR RESTAURATIONS DE SITES

La direction évalue le total des provisions pour restauration future de sites en fonction de la quote-part nette de la Société des coûts estimatifs d'abandon et de remise en état de ses puits et installations et de l'échéancier estimatif des coûts à engager au cours de périodes futures.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

Au 31 décembre 2014, le montant futur estimatif total requis pour régler les obligations liées à la restauration de sites, indexé à 3,5 %, s'élève à 816 220 \$ [2013 – 718 180 \$]. Le montant futur total a été actualisé à l'aide du taux moyen pondéré de 5,25 %, selon un calendrier de réalisation de 15 ans. Le montant non actualisé des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour régler les obligations est de 922 375 \$ [2013 – 827 500 \$].

Le tableau suivant présente le rapprochement de la provision pour restauration de sites :

	<b>2014</b> [12 mois] \$	<b>2013</b> [15 mois] \$
Solde au début	<b>718 180</b>	385 938
Passifs engagés	<b>73 777</b>	291 612
Charge de désactualisation	<b>24 263</b>	40 630
Montant utilisé	—	—
Solde à la fin	<b>816 220</b>	718 180
Tranche du passif qui sera réglé au cours du prochain exercice	—	—
	<b>816 220</b>	718 180

### 14) IMPÔT DIFFÉRÉ

#### Composantes importantes de la charge d'impôt

Les composantes importantes de la charge d'impôt imputée au résultat net et au capital social se détaillent comme suit :

	<b>2014</b> [12 mois] \$	<b>2013</b> [15 mois] \$
Impôt différé :		
Crédit d'impôt transféré aux investisseurs dans le cadre des financements accreditifs	<b>(589 872)</b>	(366 087)
Naissance et renversement de différences temporelles	<b>7 605 087</b>	(762 317)
Total de l'impôt différé comptabilisé au résultat net	<b>7 015 215</b>	(1 128 404)
Frais d'émission	<b>114 639</b>	104 505
Total de l'impôt différé comptabilisé au capital social	<b>114 639</b>	104 505



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### Rapprochement de la charge d'impôt

La relation entre la charge d'impôt sur le résultat calculée sur la base du taux combiné fédéral et provincial au Canada et la charge d'impôt présentée au résultat net se rapproche comme suit :

	<b>2014</b> [12 mois] \$	<b>2013</b> [15 mois] \$
Résultat avant impôts	<b>24 596 987</b>	(6 653 813)
Impôts au taux de base combiné de 26,9 % [2013 – 26,9 %]	<b>6 616 584</b>	(1 789 876)
Ajustement pour les éléments suivants :		
Réévaluation des actifs et passifs d'impôt différé	—	131 786
Impact de la renonciation des frais d'exploration	<b>818 744</b>	443 278
Paiements fondés sur des actions	<b>176 472</b>	453 270
Autres dépenses non déductibles	<b>18 073</b>	20 126
Frais d'émission	<b>(22 927)</b>	(20 901)
Crédit d'impôt transféré aux investisseurs dans le cadre des placements accreditifs	<b>(589 872)</b>	(366 087)
Autres	<b>(1 859)</b>	—
Impôt différé comptabilisé au résultat net	<b>7 015 215</b>	(1 128 404)



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### Variation des impôts différés comptabilisés :

La variation des impôts différés par nature se présente comme suit :

	31 décembre 2013 \$	Comptabilisé aux capitaux propres \$	Comptabilisé au résultat net \$	31 décembre 2014 \$
Pertes reportées	(3 310 922)	—	(1 014 873)	(4 325 795)
Frais d'émission	(185 617)	(114 639)	92 232	(208 024)
Écart d'évaluation sur actifs et passifs	(97 772)	—	30 707	(67 065)
Total des actifs d'impôt différé	(3 594 311)	(114 639)	(891 934)	(4 600 884)
Participation dans une entreprise associée	—	—	9 207 215	9 207 215
Écarts d'évaluation sur actifs d'exploration et d'évaluation	3 952 073	—	(710 194)	3 241 879
Total des passifs d'impôt différé	3 952 073	—	8 497 021	12 449 094
Total net des passifs d'impôt différé	357 762	(114 639)	7 605 087	7 848 210



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

	<b>30 septembre 2012</b>	<b>Comptabilisé aux capitaux propres</b>	<b>Comptabilisé au résultat net</b>	<b>31 décembre 2013</b>
	\$	\$	\$	\$
Pertes reportées	(2 039 893)	—	(1 271 029)	(3 310 922)
Frais d'émission	(179 670)	(104 505)	98 558	(185 617)
Écart d'évaluation sur actifs et passifs	(124 877)	—	27 105	(97 772)
Total des actifs d'impôt différé	(2 344 440)	(104 505)	(1 145 366)	(3 594 311)
Participation dans une entreprise associée	—	—	—	—
Écarts d'évaluation sur actifs d'exploration et d'évaluation	3 569 024	—	383 049	3 952 073
Total des passifs d'impôt différé	3 569 024	—	383 049	3 952 073
Total net des passifs d'impôt différé	1 224 584	(104 505)	(762 317)	357 762

### Pertes fiscales

Au 31 décembre 2014, les pertes fiscales susceptibles de réduire les impôts différés et dont les avantages fiscaux ont été comptabilisés, sont de l'ordre de 16 386 103 \$ au fédéral et de 15 696 467 \$ au provincial [12 619 876 \$ au fédéral et de 11 915 467 \$ au provincial au 31 décembre 2013]. La Société pourrait se prévaloir de l'avantage fiscal découlant du report de ces pertes.

### 15) CAPITAL SOCIAL

#### Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires, participantes, votantes et sans valeur nominale.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

	2014		2013	
	[12 mois]		[15 mois]	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
	\$	\$	\$	\$
<b>Émis</b>				
Solde au début	70 652 372	54 546 758	66 585 750	51 378 040
Actions émises				
Émission d'actions	6 949 323	5 064 526	3 606 622	2 974 107
Exercice d'options d'achat d'action	15 000	7 500	460 000	478 600
Frais d'émission		(426 158)		(388 494)
Impôts différés sur frais d'émission		114 639		104 505
Solde à la fin	77 616 695	59 307 265	70 652 372	54 546 758

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2014, la Société a émis 4 000 000 d'actions ordinaires et 2 949 323 actions accréditatives dans le cadre de placements privés, pour un produit de 5 064 526 \$. Des frais d'émission de 426 158 \$ ont été payés comptant et comptabilisés en réduction du capital social de la Société.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2013, la Société a émis 1 428 572 actions ordinaires et 2 178 050 actions accréditatives dans le cadre de placements privés, pour un produit de 2 974 107 \$. Des frais d'émission de 388 494 \$ ont été payés comptant et comptabilisés en réduction du capital social de la Société. De plus, la Société a émis 167 858 options d'achat d'action au placeur pour compte.

### Paiements fondés sur des actions

La Société a adopté le 22 octobre 2004 un Régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel elle peut octroyer un maximum de 10 % des actions émises à ses administrateurs, dirigeants, employés clés et fournisseurs sur une base continue. Le prix de levée de chaque option correspond au cours du marché le jour précédant la date d'attribution. La durée des options octroyées ne peut excéder cinq ans. Les droits deviennent acquis au moment de l'octroi pour les administrateurs et graduellement sur trois ans pour les autres participants.

La totalité des paiements fondés sur des actions sera réglée en instruments de capitaux propres. La Société n'a aucune obligation juridique ou implicite de racheter ou de régler les options.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

Les options d'achat de la Société se détaillent comme suit pour les périodes de présentation de l'information financière considérées :

	2014 [12 mois]		2013 [15 mois]	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$
En circulation au début	6 432 500	1,07	3 706 000	1,16
Attribuées	1 435 000	0,54	3 670 000	0,95
Exercées	(15 000)	0,50	(460 000)	0,62
Périmées	(330 000)	1,10	(483 500)	1,22
En circulation à la fin	<b>7 522 500</b>	<b>0,87</b>	6 432 500	1,07
Exerçables	<b>5 840 000</b>	<b>1,04</b>	4 561 250	1,09

Le tableau suivant résume les renseignements relatifs aux options d'achat d'actions au 31 décembre 2014 :

Options en circulation				
Nombre d'options	Prix d'exercice \$	Durée de vie restante Années	Date d'expiration	Nombre d'options exerçables
90 000	0,89	0,2	25 février 2015	90 000
647 500	0,50	0,9	8 décembre 2015	622 500
75 000	1,31	1,2	25 février 2016	75 000
500 000	1,69	1,4	18 mai 2016	500 000
1 080 000	1,52	1,9	4 décembre 2016	1 030 000
75 000	1,51	2,1	22 février 2017	75 000
2 170 000	1,02	2,9	10 décembre 2017	1 671 250
150 000	1,14	3,2	28 février 2018	150 000
250 000	0,89	3,6	21 août 2018	125 000
400 000	0,98	3,7	14 septembre 2018	400 000
650 000	0,67	3,9	5 décembre 2018	375 000
405 000	0,67	4,4	28 mai 2019	292 500
1 030 000	0,49	4,9	25 novembre 2019	433 750
<b>7 522 500</b>	<b>0,87</b>	<b>2,9</b>		<b>5 840 000</b>



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

Le tableau suivant résume les renseignements relatifs aux options d'achat d'actions au 31 décembre 2013 :

Options en circulation			
Nombre d'options	Prix d'exercice	Durée de vie restante	Date d'expiration
	\$	Années	
60 000	0,74	0,4	21 mai 2014
180 000	0,89	1,2	25 février 2015
672 500	0,50	1,9	8 décembre 2015
75 000	1,31	2,2	25 février 2016
500 000	1,69	2,4	18 mai 2016
1 200 000	1,52	2,9	4 décembre 2016
75 000	1,51	3,1	22 février 2017
2 220 000	1,02	3,9	10 décembre 2017
150 000	1,14	4,2	28 février 2018
250 000	0,89	4,6	21 août 2018
400 000	0,98	4,7	14 septembre 2018
650 000	0,67	4,9	5 décembre 2018
6 432 500	1,07	3,4	

La juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution des options d'achat d'actions attribuée au cours de l'exercice 2014 s'est établie à 0,33 \$ par option [0,49 \$ pour l'exercice 2013 pour les options d'achat d'actions et les bons de souscription de courtier].

La Société a octroyé des options d'achat d'actions à des administrateurs, des dirigeants et des employés clés et la juste valeur de ceux-ci a été calculée au moyen du modèle d'évaluation du prix des options Black-Scholes et à l'aide des hypothèses suivantes :

	2014 [12 mois]	
	Mai 2014	Novembre 2014
Prix d'exercice	0,67 \$	0,49 \$
Taux d'intérêt sans risque	1,50 %	1,38 %
Volatilité moyenne prévue	87 %	80 %
Durée de vie prévue [année]	5	5
Taux de rendement des actions	Nil	Nil



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

	2013 [15 mois]					
	Décembre 2012	Mars 2013	Août 2013	Septembre 2013	Septembre 2013	Décembre 2013
Prix d'exercice	1,02 \$	1,14 \$	0,89 \$	1,15 \$	0,98 \$	0,67 \$
Taux d'intérêt sans risque	1,51 %	1,18 %	2,05 %	0,98 %	2,12 %	1,83 %
Volatilité moyenne prévue	102 %	102 %	93 %	8 %	92 %	87 %
Durée de vie octroyée prévue (année)	1-5	5	5	1	5	1-5
Taux de rendement des actions	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil

La volatilité prévue sous-jacente a été déterminée par rapport aux cours historiques sur une période comparable à la durée de vie prévue des options.

### Bons de souscription

Les bons de souscription en circulation permettent à leurs détenteurs de souscrire à un nombre équivalent d'actions ordinaires comme suit :

	2014 [12 mois]		2013 [15 mois]	
	Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice moyen pondéré \$
Solde au début	<b>6 651 860</b>	<b>1,66</b>	5 788 734	1,76
Émis	—	—	863 126	0,98
Exercés	—	—	—	—
Expirés	<b>(291 798)</b>	<b>1,37</b>	—	—
Solde à la fin	<b>6 360 062</b>	<b>1,68</b>	6 651 860	1,66

Le nombre de bons de souscription en circulation pouvant être exercés en contrepartie d'un nombre équivalent d'actions ordinaires s'établit comme suit :



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

Date d'échéance	2014 [12 mois]		2013 [15 mois]	
	Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice \$	Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice \$
14 mai 2014	—	—	242 958	1,42
25 septembre 2014	—	—	48 840	1,15
15 mai 2015	5 545 776	1,78	5 545 776	1,78
10 juillet 2015	100 000	0,70	100 000	0,70
10 juillet 2016	714 286	1,00	714 286	1,00
	<b>6 360 062</b>	<b>1,68</b>	6 651 860	1,66

La juste valeur des bons de souscription émis à des courtiers au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 a été évaluée selon le modèle Black-Sholes, à l'aide des hypothèses suivantes, puisque la juste valeur des services reçus n'a pu être déterminée de manière fiable, compte tenu que les bases de négociation n'étaient pas fondées sur une charge de travail à effectuer :

	2013 [15 mois]	
	Décembre 2012	Juillet 2013
Prix d'exercice	1,20 \$	0,70 \$
Taux d'intérêt sans risque	1,00 %	1,15 %
Volatilité moyenne prévue	6 %	5 %
Durée de vie prévue [année]	1	2
Taux de rendement des actions	Nil	Nil

### 16) CONTRATS DE LOCATION

	Paiements minimaux exigibles au titre de la location		
	Moins de 1 an \$	De 1 à 5 ans \$	Total \$
31 décembre 2014	312 894	115 666	425 560
31 décembre 2013	307 444	391 851	699 295

La Société loue ses bureaux et une maison en vertu de baux expirant en 2015 et en 2016.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

Les paiements au titre de location comptabilisés en charges, avant l'amortissement des incitatifs à la location reportée, au cours de l'exercice financier totalisent 311 961 \$ [415 037 \$ en 2013] dont 159 656 \$ [198 914 \$ en 2013] ont été imputés aux actifs d'exploration et d'évaluation. Ce montant représente les paiements minimaux au titre de la location. Un montant de 21 432 \$ [15 048 \$ en 2013] a été reçu à titre de paiement de sous-location et comptabilisé à titre d'autres revenus.

Les contrats de location de la Société ne contiennent aucune clause de loyer conditionnel, aucune restriction concernant les dividendes, l'endettement complémentaire et d'autres locations. À l'expiration du bail pour ses bureaux, la Société pourra renouveler ledit bail, pour une période de cinq ans, sans aucune augmentation du loyer de base et les frais d'énergie seront indexés annuellement selon l'indice des prix à la consommation.

### 17) CHARGES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

La charge au titre des avantages du personnel a été répartie comme suit :

	<b>2014</b> [12 mois] \$	<b>2013</b> [15 mois] \$
Salaires et avantages sociaux	<b>2 607 916</b>	3 149 305
Rémunération fondée sur des actions	<b>656 029</b>	1 986 025
	<b>3 263 945</b>	5 135 330
Moins : montants capitalisés aux actifs d'exploration et d'évaluation	<b>948 106</b>	1 685 065
Charge au titre des avantages du personnel	<b>2 315 839</b>	3 450 265

La rémunération fondée sur des actions a été répartie comme suit :

	<b>2014</b> [12 mois] \$	<b>2013</b> [15 mois] \$
États consolidés des résultats	<b>498 207</b>	1 685 017
Actifs d'exploration et d'évaluation	<b>157 822</b>	301 008
Frais d'émission	—	5 724
Total	<b>656 029</b>	1 991 749



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### 18) RÉSULTAT PAR ACTION

Le calcul du résultat de base par action est effectué à partir du résultat de l'exercice divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. En calculant le résultat dilué par action pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, les actions ordinaires potentielles, telles que certaines options et certains bons de souscription, n'ont pas été prises en considération, car leur conversion aurait pour effet de diminuer la perte par action et aurait donc un effet antidilutif.

Le résultat de base et dilué par action a été calculé à partir du résultat net (perte nette) comme numérateur, c'est-à-dire qu'aucun ajustement au résultat n'a été nécessaire. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation est majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires supplémentaires qui auraient été en circulation dans l'hypothèse d'une conversion de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

	<b>2014</b> [12 mois]	<b>2013</b> [15 mois]
Résultat net (perte nette)	<b>17 581 772 \$</b>	(5 525 409) \$
Nombre moyen pondéré d'actions de base	<b>74 070 119</b>	68 401 114
Effet dilutif des bons de souscription et options	<b>190 906</b>	—
Nombre moyen pondéré d'actions diluées	<b>74 261 115</b>	68 401 114
Résultat net (perte nette) de base par action	<b>0,237 \$</b>	(0,081) \$
Résultat net (perte nette) dilué par action	<b>0,237 \$</b>	(0,081) \$

### 19) TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les parties liées de la Société comprennent les autres parties liées et les principaux dirigeants comme il est expliqué ci-dessous.

Aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales, et aucune garantie n'a été donnée ou reçue. Les soldes sont généralement réglés en espèces.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### Transactions avec les principaux dirigeants

La rémunération des principaux dirigeants comprend les charges suivantes :

	<b>2014</b> [12 mois]	<b>2013</b> [15 mois]
Avantages à court terme du personnel :		
Salaires et avantages sociaux	<b>1 087 525</b>	1 053 907
Indemnité de fin de contrat	—	333 333
Jetons de présence	<b>122 500</b>	134 716
Total des avantages à court terme	<b>1 210 025</b>	1 521 956
Honoraires	<b>391 750</b>	112 500
Rémunération fondée sur des actions	<b>428 976</b>	1 656 356
Total de la rémunération	<b>2 030 751</b>	3 290 812

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2014, aucune option [460 000 – 2013] attribuée dans le cadre du régime d'option d'achat d'actions n'a été exercée par les principaux dirigeants.

### Sociétés et autres parties liées

Des opérations ont été effectuées :

	<b>2014</b> [12 mois] \$	<b>2013</b> [15 mois] \$
Avec deux sociétés dont le principal dirigeant, détenant un intérêt minoritaire, est aussi administrateur de Pétrolia inc. :		
États consolidés de la situation financière :		
Actifs d'exploration et d'évaluation	—	17 142
Résultat global :		
Autres frais	—	11 514



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

Avec une société dont un administrateur est actionnaire majoritaire :

	<b>2014</b> [12 mois] \$	<b>2013</b> [15 mois] \$
Résultat global :		
Autres frais	<b>30 000</b>	10 000

Au 31 décembre 2014, un montant de 16 786 \$ est à recevoir de Commandité Hydrocarbures Anticosti S.E.C. [2013 – 11 959 \$ à recevoir d'une société dont le principal dirigeant a un intérêt minoritaire et est aussi administrateur de Pétrolia].

Au 31 décembre 2014, la Société a une avance à payer à Hydrocarbures Anticosti S.E.C., ne portant pas à intérêt, au montant de 258 819 \$ [2013 – 0 \$].

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des affaires et ont été mesurées à la valeur d'échange, qui est la contrepartie établie et acceptée par les parties liées.

### 20) GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont de préserver sa capacité de poursuivre ses activités d'exploration. Le capital de la Société est constitué de capitaux propres. La Direction révisé régulièrement sa politique en matière de gestion du capital sur la base de la continuité de l'entreprise et elle croit que cette approche est raisonnable compte tenu de la taille de la Société.

La stratégie financière de la Société est élaborée et adaptée en fonction des conditions de marché afin de maintenir une structure de capital flexible et conforme aux objectifs indiqués ci-dessus et de répondre aux caractéristiques des risques liés aux actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société, étant une société en voie de démarrage, est appelée à émettre de nouvelles actions.

Il n'y a pas eu de changement significatif concernant l'approche de politique de gestion du capital au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2014.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### 21) INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués à la juste valeur ou au coût amorti. La classification des instruments financiers de même que leur valeur comptable et leur juste valeur sont présentées dans le tableau qui suit :

		31 décembre 2014				
Détenus jusqu'à l'échéance	Juste valeur par le biais du résultat net	Prêts et créances	Autres passifs financiers	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Actif financier</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	—	4 871 507	—	—	4 871 507	4 871 507
<hr/>						
<b>Passif financier</b>						
Dette bancaire	—	—	—	33 299	33 299	33 299
<hr/>						
		31 décembre 2013				
Détenus jusqu'à l'échéance	Juste valeur par le biais du résultat net	Prêts et créances	Autres passifs financiers	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Actif financier</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	—	4 082 904	—	—	4 082 904	4 082 904
Placements à court terme	—	—	930 000	—	930 000	930 000
	—	4 082 904	930 000	—	5 012 904	5 012 904
<hr/>						
<b>Passif financier</b>						
Dette bancaire	—	—	—	2 998 932	2 998 932	2 998 932
<hr/>						

### Politique de gestion des risques

La Société, par le biais de ses actifs et passifs financiers, est exposée à divers risques. L'analyse suivante fournit une évaluation des risques à la date des états consolidés de la situation financière, soit le 31 décembre 2014 :



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### *Risque de crédit*

Les instruments financiers qui pourraient assujettir la Société à un risque de crédit se composent principalement de trésorerie, d'équivalents de trésorerie, de débiteurs et des placements. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus ou émis par des institutions financières de premier ordre. Les débiteurs représentent majoritairement des sommes dues par des partenaires. Par conséquent, la Direction estime que le risque de non-exécution relativement à ces instruments est très minime.

### *Risque de liquidité*

Les risques de liquidité sont les risques que la Société ne soit pas en mesure de faire face à ses obligations financières aux moments requis ou ne puisse le faire qu'à des coûts excessifs. La Société finance sa croissance par l'émission d'actions, la vente de participation dans certains de ses actifs pétroliers et par emprunt temporaire. L'un des principaux objectifs financiers de la Direction est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant activement les travaux d'exploration à effectuer.

Les tableaux qui suivent présentent les échéances des passifs financiers :

31 décembre 2014				
Tranche échéant dans 1 an ou moins	Tranche échéant dans 1 an à 3 ans	Tranche échéant dans 4 ans à 5 ans	Tranche échéant dans plus de 5 ans	Total
\$	\$	\$	\$	\$
Fourisseurs et autres créditeurs	7 780 847	—	—	7 780 847
Dette bancaire	6 448	20 330	6 521	33 299
	<b>7 787 295</b>	<b>20 330</b>	<b>6 521</b>	<b>7 814 146</b>

31 décembre 2013				
Tranche échéant dans 1 an ou moins	Tranche échéant dans 1 an à 3 ans	Tranche échéant dans 4 ans à 5 ans	Tranche échéant dans plus de 5 ans	Total
\$	\$	\$	\$	\$
Fourisseurs et autres créditeurs	1 735 527	—	—	1 735 527
Dette bancaire	3 111 430	—	—	3 111 430
	<b>4 846 957</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>4 846 957</b>



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### *Risque de marché*

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des facteurs du marché. Le risque de marché inclut trois types de risques : le risque de taux d'intérêt, le risque de change et l'autre risque de prix. La Société est exposée à un de ces risques, soit le risque de taux d'intérêt.

### *Risque de taux d'intérêt*

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Société à un risque de juste valeur alors que ceux à taux d'intérêt variables l'exposent à un risque de variation des flux de trésorerie.

## 22) ENGAGEMENTS

En vertu de permis de recherche octroyés par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune du Québec, la Société s'est engagée à lui verser des rentes au montant de 2 359 102 \$ d'ici 2022. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2015	2016	2017	2018	2019
\$	\$	\$	\$	\$
132 062	172 014	172 014	514 011	514 011

L'adoption de la loi 18 au Québec suspend certaines des obligations reliées à la réalisation de travaux statutaires pendant une période pouvant atteindre trois ans tout en prolongeant la période de validité de tous les permis pour la même période. En juin 2014, la période a été prolongée jusqu'au dépôt d'une Loi sur les hydrocarbures. Pétrolia peut néanmoins poursuivre ses activités malgré la suspension de l'obligation qui la concerne.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### 23) ÉVENTUALITÉS

#### Financement

La Société se finance en partie par l'émission d'actions dites accréditives. Cependant, même si la Société a pris toutes les mesures nécessaires à cet effet, il n'y a pas de garantie que les fonds dépensés par la Société en regard de ces actions soient déclarés admissibles par les autorités fiscales advenant une vérification de leur part. Le refus de certaines dépenses par les autorités fiscales pourrait avoir alors des conséquences fiscales négatives pour les investisseurs. Les engagements à effectuer des travaux d'exploration qui ne sont pas respectés sont soumis à un taux d'imposition combiné de 26,9 % [Canada et Québec]. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2014, la Société a reçu un montant de 2 506 924 \$ [2013 – 2 552 610 \$] à la suite de placements accréditifs pour lesquels elle a renoncé aux déductions fiscales. Ce montant devra être engagé d'ici le 31 décembre 2015. Au 31 décembre 2014, le solde des dépenses admissibles à engager s'élève à 368 004 \$ [2013 – 904 737 \$].

#### Environnement et lettres de garantie

Les opérations de la Société sont régies par des lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables, que ce soit au niveau de la résultante, de son échéance ou de son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Société opère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Des lettres de garantie en faveur du ministère des Ressources naturelles au montant de 930 000 \$ en vigueur au 31 décembre 2013 équivalent à la valeur des certificats de placement garanti [note 8] maintenu par la Société, ont été remplacées au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 par des cautions pour un montant équivalent afin de garantir les travaux de fermeture de certains sites.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

### 24) INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

#### Éléments sans incidence sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie

	2014 [12 mois] \$	2013 [15 mois] \$
Créances relatives aux actifs d'exploration et d'évaluation	4 207 404	(505 320)
Fournisseurs relatifs aux actifs d'exploration et d'évaluation	(2 735 336)	(1 174 357)
Dépôt sur frais d'exploration	—	2 100 000
Paiements fondés sur des actions liées aux actifs d'exploration et d'évaluation	157 822	301 008
Acquisition d'immobilisations corporelles financée par une dette bancaire	33 299	—
<b>Autres informations</b>		
Intérêts versés	112 498	18 645
Intérêts reçus	55 843	184 179

#### La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent comme suit :

	2014 \$	2013 \$
Encaisse	3 015 868	158 310
Certificats de placement garanti, rachetables en tout temps	2 223 643	4 829 331
	<b>5 239 511</b>	<b>4 987 641</b>

### 25) ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Le 16 mars 2015, la Société a procédé à la clôture d'un placement privé et a procédé à l'émission de 2 728 500 actions accréditatives à un prix de 0,80 \$ par action pour un produit brut de 2 182 800 \$. Le produit de ce placement privé sera utilisé par la Société pour encourir les frais d'exploration sur les propriétés de la Société situées dans la province de Québec. En contrepartie des services fournis, les placements pour compte ont reçu des honoraires correspondant à 6 % du produit brut du placement, soit 130 968 \$, payé en espèces.

## FRAIS D'ADMINISTRATION ET FRAIS D'OPÉRATIONS

Exercices terminés le 31 décembre

**Annexe A**

	<b>2014</b> [12 mois] \$	<b>2013</b> [15 mois] \$
<b>Frais d'administration</b>		
Rémunération fondée sur des actions	498 207	1 685 017
Salaires et avantages sociaux	1 257 193	1 765 248
Honoraires	391 750	112 500
Assurances	55 522	67 274
Entretien et fournitures de bureau	120 869	102 568
Frais du conseil d'administration	180 507	178 824
Information aux actionnaires	95 766	102 177
Loyer	152 305	216 123
Amortissement des incitatifs à la location reportée	(27 400)	(34 251)
Promotion et représentation	138 172	545 300
Déplacements	189 805	262 698
Services professionnels	493 826	675 309
Taxe sur le capital	—	8 748
Télécommunications	20 838	24 715
Amortissement des immobilisations corporelles	101 312	129 446
Autres frais	28 302	20 658
Total des frais d'administration avant refacturation des frais	<b>3 696 974</b>	5 862 354
Refacturation des frais	(165 555)	—
	<b>3 531 419</b>	5 862 354

**Annexe B**

<b>Frais d'opérations</b>		
Rémunération fondée sur des actions	157 822	301 008
Salaires et avantages sociaux	1 350 723	1 384 057
Assurances	2 084	2 262
Entretien et fournitures de bureau	42 269	59 967
Déplacements	51 974	37 017
Formation	6 552	23 707
Loyer	159 656	198 914
Services professionnels	18 650	2 240
Télécommunications	4 605	7 058
Amortissement des immobilisations corporelles	176 406	242 556
Autres frais	6 043	5 170
Total des frais d'opérations avant refacturation des frais et l'imputation aux actifs d'exploration et d'évaluation	<b>1 976 784</b>	2 263 956
Refacturation des frais	(560 439)	—
Imputation aux actifs d'exploration et d'évaluation	<b>(1 416 345)</b>	(2 263 956)
	—	—

**CHARGES FINANCIÈRES ET PRODUITS FINANCIERS**

Exercices terminés le 31 décembre

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
	\$	\$
Produits d'intérêts	<b>(55 843)</b>	(104 985)
Frais bancaires	<b>4 563</b>	6 517
Intérêts sur la dette bancaire	<b>112 498</b>	26 607
Charge de désactualisation	<b>24 263</b>	40 630
Amortissement des frais de financement	<b>112 404</b>	10 219
	<b>197 885</b>	(21 012)